

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2015/DRIEE/UT77/107
à l'encontre de la société SCP ANGEL et HAZANE, en sa qualité de liquidateur judiciaire,
pour le site anciennement exploité par la société FECOMME MARKETING SERVICES
situé 38 rue de la Gabrielle Prolongée, sur le territoire de la commune de CLAYE-SOUILLY (77410).**

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX préfet de Seine-et-Marne (hors cadre) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2015 - DRIEE Ile-de-France - 132 du 16 mars 2015 portant subdélégation de signature de Monsieur Alain VALLET, ingénieur général des mines, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2 IC 259 du 3 novembre 1998 autorisant la SA FECOMME QUEBECOR à poursuivre l'exploitation d'une imprimerie offset utilisant des rotatives à séchage thermique à CLAYE-SOUILLY, 38 rue de la Gabrielle prolongée, et notamment son article 6 ;

Vu le courrier de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne du 28 novembre 2011 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société FECOMME MARKETING SERVICES ;

Vu le courrier de la SCP ANGEL et HAZANE daté du 21 novembre 2014 précisant sa nomination en qualité de liquidateur judiciaire pour le site anciennement exploité par la société FECOMME MARKETING SERVICES à CLAYE-SOUILLY ;

Vu le courrier de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne du 1^{er} décembre 2014 précisant au liquidateur que le site anciennement exploité par la société FECOMME MARKETING SERVICES était soumis à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, et rappelant à cet effet ses obligations en matière de mise en sécurité du site et de réhabilitation des terrains ;

Vu le courrier de relance de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne du 9 mars 2015 adressé au liquidateur ;

Considérant que la société SCP ANGEL et HAZANE, en sa qualité de liquidateur judiciaire, n'a pas notifié à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne la date de la cessation des activités du site anciennement exploité par la société FECOMME MARKETING SERVICES sur la commune de CLAYE-SOUILLY ;

Considérant que la société SCP ANGEL et HAZANE n'a, à ce jour, pas transmis à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne un mémoire de cessation qui précise notamment toutes les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site ;

Considérant de ce fait que l'inspection des installations classées ne dispose pas de toutes les informations nécessaires permettant de s'assurer que le site est bien mis en sécurité ;

Considérant la proximité directe d'une école et de zones pavillonnaires ;

Considérant que, dans ces conditions, il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et notamment la protection de l'environnement, ont bien été prises ;

Et qu'en conséquence, il y a lieu de faire usage des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île- de- France,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La société SCP ANGEL et HAZANE, sise 49/51 avenue du Président Salvador Allende à MEAUX (77100), en sa qualité de liquidateur judiciaire pour le site de la société FECOMME MARKETING SERVICES situé 38 rue de la Gabrielle Prolongée à CLAYE-SOUILLY (77410), est mise en demeure de transmettre **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté** le dossier de cessation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site conformément à l'article R. 512-39-1-II du code de l'environnement.

ARTICLE 2

La société SCP ANGEL et HAZANE, sise 49/51 avenue du Président Salvador Allende à MEAUX (77100), en sa qualité de liquidateur judiciaire pour le site de la société FECOMME MARKETING SERVICES situé 38 rue de la Gabrielle Prolongée à CLAYE-SOUILLY (77410), est mise en demeure de transmettre **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté** copie des propositions faites au maire de CLAYE-SOUILLY et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer, conformément à l'article R. 512-39-2-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - Sanctions

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SCP ANGEL ET HAZANE.

ARTICLE 5 – Information des tiers

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de CLAYE-SOUILLY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 6 – Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 7 - Exécution

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le sous-Préfet de TORCY,
- M. le Maire de CLAYE-SOUILLY,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SCP ANGEL et HAZANE, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 3 SEP. 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité territoriale
de Seine-et-Marne

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur en pèche,
Le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne



G. Bailly

Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- La société SCP ANGEL et HAZANE,
- M. le Sous-Préfet de TORCY,
- M. le Maire de CLAYE-SOUILLY,
- M. le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- M. le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- M. le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE).

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

Melun, le 3 SEP. 2015

Affaire suivie par : C. VAN DEN BUSSCHE
Tél. : 01 64 10 53 62 - Fax : 01 64 41 61 99
Courriel : cindy.van-den-bussche@developpement-durable.gouv.fr
Référence : E1 / 15 - n° 1950
CVMD15043

Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne

à

Monsieur le ^{Député} Maire de CLAYE-SOUILLY

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Affichage au public

Référence : Code de l'environnement - Partie réglementaire – Livre V

PJ : 1 copie de mon arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/107
1 certificat d'affichage

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, une copie de mon arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/107 mettant en demeure la société SCP ANGEL et HAZANE, en sa qualité de liquidateur judiciaire pour le site anciennement exploité par FECOMME MARKETING SERVICES au 38 rue de la Gabrielle Prolongée à CLAYE-SOUILLY.

Conformément à l'article R. 512-39 du code de l'environnement, je vous précise qu'il vous appartient, en vue de l'information des tiers, de faire afficher cet arrêté, ou un extrait de cet arrêté, pendant une durée minimum d'un mois.

À l'expiration de ce délai, vous voudrez bien me faire retour du certificat d'affichage ci-joint dûment complété.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale de
Seine-et-Marne,



Guillaume BAILLY

